



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

mesures en faveur des banlieues

Question au Gouvernement n° 906

Texte de la question

MESURES EN FAVEUR DES BANLIEUES

M. le président. La parole est à M. Robin Reda, pour le groupe Les Républicains.

M. Robin Reda. Monsieur le Premier ministre, vos annonces pour la banlieue passent à côté d'un vrai défi de civilisation et ignorent la réalité de l'apartheid français. Cet héritage dramatique est supporté par les élus locaux, dont je fais partie, et qui ne se sentent pas comptables des choix du passé.

Mme Brigitte Bourguignon. Et votre bilan ?

M. Robin Reda. Pour les banlieues, il ne suffit pas d'avoir le verbe haut : il faut avoir l'acte fort. Nous sommes face au destin d'une France des territoires qui se sent loin de tout et où il y a moins de tout : (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR*) moins de sécurité, moins de justice, moins de transports, moins d'éducation, moins de santé ; en un mot, moins de République.

Un député du groupe LaREM . Soyez plus modeste !

M. Robin Reda. D'autres solutions permettraient de casser les ghettos et de tirer les quartiers vers le haut, mais vous ne voulez pas les mettre en place.

Les projets des élus locaux et des bénévoles pour le sport et la culture, vous ne les financez pas.

Les subventions aux organismes qui ne respectent pas la laïcité et l'égalité entre les femmes et les hommes, vous ne les supprimez pas. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Le droit au logement qui envoie les familles les plus pauvres dans les quartiers les plus pauvres, vous ne le réformez pas.

Les trafiquants de drogues et les bénéficiaires de logements sociaux qui troublent le voisinage, vous ne les expulsez pas.

La construction d'immeubles HLM dans des villes déjà ghettoïsées, vous ne l'interdisez pas.

L'usage des statistiques ethniques pour éviter les communautarismes, vous ne l'assumez pas. (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

Le refus d'intégration de milliers de citoyens qui rejettent la France, vous ne le sanctionnez pas.

Les 5 000 policiers dont nous avons besoin sur le terrain, vous ne les recrutez pas. (*Protestations sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Richard Ramos. Nous en recrutons 12 000 !

M. Robin Reda. Les 15 000 places de prison promises pour ne pas laisser les voyous dans les quartiers, vous ne les construisez pas. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Monsieur le Premier ministre, il y a déjà eu trop de questions sur le sujet, et telles sont nos réponses. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. Christian Hutin. Question posée par quelqu'un qui a toujours vécu en banlieue !

Mme Émilie Bonnivard. Il est député de la nation !

M. le président. La parole est à M. le ministre de la cohésion des territoires.

M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires. Monsieur le député, vous avez évoqué, dans votre propos sur les banlieues, un bilan largement partagé.

M. Fabien Di Filippo. Mézard, le mâle blanc du ghetto !

M. Jacques Mézard, ministre. Le débat parlementaire mérite mieux que vos exclamations, monsieur Di Filippo ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Fabien Di Filippo. Dites-le au Président de la République !

M. Jacques Mézard, ministre. Je réponds à M. Reda, qui a effectivement l'expérience de ce qu'est la banlieue et de ce qu'est l'exercice d'un mandat local, puisqu'il a été élu jeune maire de Juvisy-sur-Orge en 2014 et qu'il n'est effectivement pas comptable de ce qui s'y était passé auparavant. C'est la réalité.

M. Fabien Di Filippo. Vous avez raison !

M. Jacques Mézard, ministre. Mais vous, vous en êtes comptable, comme d'autres ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Par contre, je ne peux pas partager son approche caricaturale. Car, depuis un an, monsieur Reda, nous avons fait beaucoup plus pour les territoires fragiles que ce qui a été fait ces précédentes années.

M. Jean-Michel Fauvergue. Absolument !

M. Laurent Furst. En vingt-cinq ans, vous n'avez rien fait !

M. Jacques Mézard, ministre. Nous l'avons fait avec les dispositions prises sur la sécurité au quotidien.

Un député du groupe LR . Ça ne se voit pas beaucoup !

M. Jacques Mézard, ministre . Nous l'avons fait avec les emplois francs.

M. Christian Hutin. Les emplois francs, c'est expérimental !

M. Jacques Mézard, ministre. Nous l'avons fait avec le dédoublement des classes. Et hier, des annonces ont été faites sur les crèches, avec la création de 30 000 places, et sur les emplois. (*Exclamations sur les bancs du*

groupe LR.)

J'ajoute, sans m'énerver, que j'ai apporté un document excellent, monsieur Reda : le programme de votre candidat à la présidentielle. Je vous invite à le relire, en particulier les seules dix lignes qui concernent la politique de la ville. Alors, de grâce, ne nous donnez pas de leçons ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – De nombreux députés du groupe LaREM se lèvent et continuent à applaudir. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Michel Herbillon. C'est vous qui êtes au pouvoir !

Données clés

Auteur : [M. Robin Reda](#)

Circonscription : Essonne (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 906

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : Cohésion des territoires

Ministère attributaire : Cohésion des territoires

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 mai 2018](#)